

basées sur une analyse intégrée des transports, de l'énergie, des télécommunications et de l'exploitation minière. L'action pour les infrastructures est alignée avec les objectifs nationaux comme régionaux. Il propose au gouvernement, à la communauté des donateurs et au secteur privé une évaluation détaillée des opportunités d'investissement dans l'infrastructure du Burundi et de sa région. Le vice-président des Opérations, M. Aloysius Ordu, qui représentera la Banque mondiale de lancement explique que « pour réduire la pauvreté de façon durable, le Burundi a besoin d'un taux de croissance annuel de 6 à 7% durant 20 à 30 ans. Ce plan d'action montre clairement comment on peut atteindre cet objectif. Il met l'accent sur l'intégration du Burundi dans le vaste ensemble de la communauté Est Africaine. Ses chances s'accroissent aux marchés mondiaux. » Les principaux objectifs de cet événement sont de partager les résultats de l'étude et d'entamer un véritable dialogue pour la mise en œuvre des propositions, notamment en ce qui concerne :

- Les investissements prioritaires et le programme d'entretien,
- Le plan de financement, en particulier l'engagement des différentes parties que sont le gouvernement, les bailleurs de fonds et le secteur privé, et
- Le programme de renforcement des capacités et le développement du secteur privé.

Le lancement du plan d'action s'adresse en premier lieu aux Burundais, en tant que premiers bénéficiaires mais surtout en tant que partie prenante, qui s'agisse de l'Etat ou du secteur privé local. Il vise également à sensibiliser la communauté des bailleurs de fonds et investisseurs privés autour de ce plan et les encourager à investir et coordonner leurs financements, dans un souci de synergie, de complémentarité et d'efficacité. La BAD est convaincue que ce lancement posera les bases d'une collaboration solide entre le gouvernement, les partenaires au développement et le secteur privé, et qu'il aboutira à court terme, à des engagements précis suivis de réalisations sur le terrain. La mise en œuvre de ce plan pourra véritablement concourir au développement économique et social du Burundi.

PANA, 01/04/2010

La BAD promet 5,8 milliards de dollars d'investissement au Burundi

Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais et la Banque africaine de développement (BAD) présenteront vendredi le Plan d'action pour les infrastructures au Burundi, estimé à un coût de 5,8 milliards de dollars américains sur les deux prochaines décennies, a appris la PANA de source diplomatique à Bujumbura. Ce plan est le fruit d'une étude qui avait pour objet d'analyser en détail les besoins en infrastructures du Burundi dans une perspective régionale, précise un communiqué de presse de la BAD parvenu jeudi à la PANA. "Les principaux objectifs de cet événement sont de partager les résultats de l'étude et d'entamer un véritable dialogue pour la mise en œuvre des propositions, notamment les investissements prioritaires et le programme d'entretien et le plan de financement", ajoute la même source. Cet aspect porte, en particulier, sur l'engagement des différentes parties que sont le gouvernement, les bailleurs de fonds et le secteur privé. Le plan d'action pour les infrastructures est aligné sur les objectifs nationaux comme régionaux du Burundi, basés sur une analyse intégrée des transports, de l'énergie, des télécommunications et de l'exploitation minière. En outre, le plan propose au gouvernement, à la communauté des donateurs et au secteur privé une évaluation détaillée des opportunités d'investissement dans les infrastructures au Burundi et dans sa région. Le vice-président des Opérations de la BAD, Aloysius Ordu, a annoncé que "pour réduire la pauvreté de façon durable, le Burundi a besoin d'un taux de croissance annuel de 6 à 7 pour cent durant 20 à 30 ans". M. Ordu, qui représentera la Banque mondiale de lancement, s'est dit convaincu que la mise en œuvre de ce plan pourra véritablement concourir à cet objectif de développement économique et social du Burundi.